

Réduire l'utilisation de la voiture en France : un pari réalisable ?

par Olivier Koch, Directeur Général, EasyPark France

Au 1^{er} janvier 2023, il y avait 38,9 millions de voitures en circulation en France. La mobilité, et plus précisément l'utilisation des voitures est un sujet qui fait débat, selon les territoires dans lesquels les automobilistes vivent. Avec les enjeux écologiques actuels, de nombreuses mesures sont discutées et adoptées pour réduire considérablement l'utilisation des voitures dans les zones urbaines, jugées trop polluantes. Toutefois, la voiture dépasse largement le cadre de la simple mobilité ; en effet, elle reste un vecteur économique et social essentiel que ce soit dans les zones rurales, périurbaines et urbaines. Est-il réaliste de penser que l'on puisse réduire les déplacements en voiture en France ? La réponse repose sur la quête perpétuelle de conciliation entre mobilités et environnement.

Un débat de citoyens déconnectés de la réalité ?

Aujourd'hui, la voiture reste un indispensable dans le quotidien de nombreux foyers, mais aussi pour un grand nombre de corps de métiers (commerçants, artisans, aide à domicile...). Elle représente un outil essentiel pour les personnes vivant en dehors des centres-villes, dépendantes de leur véhicule pour les trajets quotidiens. Il est primordial pour les élus de garder en tête l'idée que les villes sont des lieux de vie mais aussi de passage, où se côtoient habitants et visiteurs. En effet, les zones de vie sont étendues, et l'on ne se cantonne plus à travailler, consommer et sortir uniquement dans son quartier ou sa ville. Pour éviter des décisions trop localisées, il faut prendre en compte l'élargissement des bassins de vie.

Les villes sont des lieux d'échange, de commerce, de rencontre et de divertissement, où la mobilité joue un rôle majeur, et la voiture y contribue. Restreindre considérablement l'accès des voitures présente des risques pour la dynamique économique et sociale des villes. Bien que de nombreuses villes à taille humaine adoptent des initiatives pour favoriser les mobilités douces, les infrastructures de transport en commun restent insuffisantes et imparfaites. Il est actuellement impossible de dépendre uniquement des mobilités douces et des transports en commun. Il faudrait sans doute des investissements massifs pour que cela devienne une réalité.

Quel impact économique d'une réduction de la voiture en ville ?

Limiter l'accès des voitures en ville pourrait réduire la fréquentation urbaine, diminuant ainsi les interactions et les rencontres. De plus, les commerces ont besoin de véhicules pour la livraison de leurs biens et services. Sans voiture ou parking, on risque de freiner la dynamique de rencontre et l'attractivité des villes, ainsi que son attrait économique.

La voiture doit s'inscrire dans une démarche de mobilité réfléchie. En tant que moyen de locomotion principal pour les Français – 74% des français affirment utiliser la voiture pour leurs déplacements quotidiens – il est important par exemple de souligner que l'autosolisme reste un problème majeur. Plusieurs autres mesures de mobilité doivent être étudiées : favoriser l'autopartage et le covoiturage pour réduire l'autosolisme, développer des réseaux de transports en commun performants et fiables pour répondre à la demande croissante, et enfin apporter de nouvelles offres de stationnement pour encourager des solutions de mobilité plus vertes. La politique de stationnement reste encore très paradoxale. En effet, les discours et initiatives entreprises visent à limiter la présence de véhicules en ville, or le stationnement en voirie reste moins cher qu'en ouvrage. Il serait pertinent de repenser le schéma et inverser la tendance, en restant sur des tarifs permettant un usage de la voirie et des ouvrages adaptés aux besoins de courte ou longue durée de stationnement.

Quelles autres solutions pour fluidifier les trafics routiers ?

Étaler les horaires scolaires et professionnels pour réduire les pics de trafic, favoriser encore plus le télétravail pour limiter les déplacements et optimiser les horaires flexibles sont autant de pistes à explorer. La technologie reste au cœur des alternatives pour une mobilité future et durable, avec notamment la croissance des voitures électriques, le développement de la voiture partagée et des transports autonomes.

Réduire considérablement l'utilisation de la voiture relève de l'utopie tant elle est ancrée dans notre quotidien et primordiale pour le maintien des liens de proximité et de l'économie. Il est compliqué de réfléchir à l'échelle nationale, car la mobilité est un défi local à étudier au niveau des bassins de vie. L'utilisation de la voiture doit être repensée, mais pour ce faire, les offres de mobilités doivent être optimisées (parking, transport en commun, etc.).

Comme de multiples autres secteurs face au défi de la transition, le modèle économique de la mobilité doit être retravaillé, modernisé et simplifié. Cela implique une collaboration entre les pouvoirs publics, les acteurs économiques et les citoyens pour tendre vers des mobilités mieux réfléchies, et préparer un avenir véritablement durable.

